

## EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 1<sup>er</sup> OCTOBRE 2018

**PRÉSENTS :** BONTEMPS Ph., **Bourgmestre-Président** ;  
JAMAGNE L., PAQUET Fr., COLIN C., SARLET F., **Echevins** ;  
MOTTET J.-M., TASSIGNY A., le BUSSY L., DUMOULIN Fr., RASSE Ch., CARRIER J.-M.,  
BONJEAN M., DURDU D., TÊCHEUR M., DENIS W., TESSELY S., KERSTEN R., HENTJENS B.,  
**Conseillers communaux** ;  
CHARIOT B., **Président du CPAS** ;  
MAILLEUX H., **Directeur général**.

**N° :** 46

**OBJET :** Règlement-taxe sur les débits de boissons.

**Le Conseil communal, en séance publique,**

Vu la Constitution, les articles 41, 162 et 170 §4 ;  
Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L 1122-30 ;  
Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2)  
portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la  
Charte ;  
Vu les dispositions légales en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes com-  
munales ;  
Vu les recommandations émises par la circulaire du 5 juillet 2018 relative à l'élaboration des budgets  
des communes et des CPAS de la Région wallonne, à l'exception des communes et des CPAS relevant  
des communes de la Communauté germanophone, pour l'année 2019 ;  
Vu la communication du dossier à la Directrice financière en date du 26 septembre 2018 conformé-  
ment à l'article L1124-40§1, 3° et 4° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;  
Vu l'avis rendu par la Directrice financière en date du 28 septembre 2018 et joint en annexe ;  
Vu la situation financière de la commune ;  
Sur proposition du Collège Communal ;  
Après en avoir délibéré ;

**ARRÊTE, à l'unanimité,**

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est établi pour les exercices 2019 à 2025 inclus, une taxe communale annuelle à charge  
des débits de boissons fermentées et spiritueuses.

**Article 2.** Est considéré comme exploitant un débit de boissons, quiconque, à titre de profession princi-  
pale ou accessoires, vend ou offre en vente, de façon continue ou non, dans un local accessible au pu-  
blic, des boissons fermentées ou spiritueuses à consommer sur place.

*Sont assimilés aux endroits accessibles au public, les locaux où les membres d'un groupement quel-  
conque se réunissent uniquement ou principalement en vue de consommer des boissons fermentées ou  
spiritueuses.*

Toutefois, ne sont pas considérés comme débits de boissons, pour l'application du présent règlement :

- les locaux des associations sportives ou culturelles locales quand les boissons n'y sont servies qu'à l'occasion de leurs manifestations;
- l'Hôtel, la Maison de pension ou tout établissement analogue, quand les boissons ne sont servies qu'en même temps que les repas ou pour accompagner ceux-ci.

**EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL**

**SÉANCE DU 1<sup>er</sup> OCTOBRE 2018**

**N° : 46 suite 1**

**OBJET : Règlement-taxe sur les débits de boissons.**

**Article 3.** Le montant de la taxe est fixé comme suit pour les débits de boissons fermentées ou spiritueuses :

- 1) 175 € par an pour les débits situés sur le territoire de la Ville de Durbuy,
- 2) la taxe est réduite de moitié pour les débitants qui ouvrent leur débit sur le territoire de la Commune après le trente juin ou le cessent avant le premier juillet de l'année d'imposition.

**Article 4.** Si le débit est tenu pour le compte d'un tiers par un gérant ou un autre préposé, la taxe est due par le commettant. Il appartient éventuellement au tenancier d'établir la preuve qu'il exploite le débit pour le compte d'un commettant.

Tout commettant est tenu, en cas de changement de gérant ou de préposé, d'en faire la déclaration au Collège communal avant l'entrée en service du nouveau gérant ou préposé.

**Article 5.** Le débitant qui ouvre ou cesse un débit de boissons est tenu d'en faire la déclaration au Collège communal quinze jours au moins à l'avance.

Conformément à l'article L3321- 6 de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, la non déclaration dans les délais prévus ou en cas de déclaration incomplète, incorrecte ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, le montant de la majoration sera égal à 25 % du montant de la taxe en cas de 1<sup>ère</sup> infraction ; il sera de 50 % en cas de 2<sup>ème</sup> infraction et de 100 % en cas de 3<sup>ème</sup> infraction.

**Article 7.** La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe sera dressé en rendu exécutoire par le Collège communal. Elle est payable dans les deux mois de la délivrance de l'avertissement-extrait de rôle. En cas de non-paiement de la taxe à l'échéance, conformément à l'article 298 du Code des impôts sur les revenus 1992, un rappel sera envoyé au contribuable. Ce rappel se fera par courrier recommandé et les frais de cet envoi sont à charge du redevable. Ces frais s'élèvent à 10 € et seront recouverts également par la contrainte.

**Article 8.** Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et de l'arrêté royal du 12 avril 1999, déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation.

**Article 9.** Le présent règlement sera transmis au Gouvernement Wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation pour exercice de la tutelle spéciale d'approbation.

**Article 10.** La délibération entrera en vigueur après accomplissement des formalités légales de publications prévues aux articles L1133-1 et -2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

**Article 11.** La présente délibération est transmise au Gouvernement wallon pour exercice de la tutelle spéciale d'approbation conformément à l'article L3131-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

**Par le Conseil Communal,**

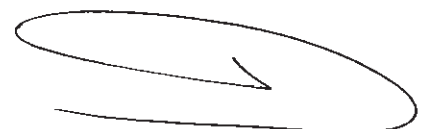
Le Directeur général,  
(s) H. MAILLEUX

Le Président,  
(s) Ph. BONTEMPS

**Pour extrait conforme :**

Le Directeur général,

Le Bourgmestre,



Henri MAILLEUX.

Philippe BONTEMPS.